



HAL
open science

Stigmatisation et bricolage identitaire : le vécu de l'entre-deux

Saïd Belguidoum

► **To cite this version:**

Saïd Belguidoum. Stigmatisation et bricolage identitaire : le vécu de l'entre-deux. Colloque international " les lignes de front du racisme. De l'espace Schengen aux quartiers stigmatisés ", Institut Maghreb - Europe, Université Paris 8, Jan 2000, Paris, France. <halshs-00940455>

HAL Id: halshs-00940455

<https://shs.hal.science/halshs-00940455v1>

Submitted on 1 Feb 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Stigmatisation et bricolage identitaire : le vécu de l'entre-deux

Saïd Belguidoum¹

Les nouvelles donnes dans la construction des identités

La restructuration actuelle de la société capitaliste a pour effet la crise de la reproduction sociale. La logique de reproduction propre au modèle fordiste tend à être dépassée sans qu'une nouvelle configuration sociale ne s'affirme encore clairement. Depuis la fin des années 70, la question salariale et sa métamorphose, sont devenues le centre des nouveaux enjeux de société (Castel, 1995).

De nouvelles frontières agissent dans les principaux champs de la vie sociale et s'expriment par l'apparition de nouvelles formes d'inégalités dont la plus aiguë est la privation durable d'emploi. La réalité sociale marquée par la précarisation et la fragilisation des couches populaires crée de nouvelles ségrégations et engendre un profond désarroi. Au modèle de la promotion sociale des années 60 et 70 dont avaient bénéficié de larges franges des milieux populaires, succède celui de la relégation sociale.

Ces transformations font que les référents qui ont servi de support aux pratiques citoyennes pour les générations précédentes sont aujourd'hui bouleversés. La culture ouvrière fortement intégratrice n'a plus la même intensité (Dubet ; Lapeyronnie 1987 et 1992). C'est sur fond de crise, dans des espaces en mutation, que se réalisent les processus de socialisation des jeunes.

Dans un tel contexte, comprendre les identités sociales des jeunes des cités populaires oblige à s'interroger sur les pratiques qu'ils développent, la place qu'ils occupent, la représentation qu'ils ont de la société et la perception qu'ils ont de leur statut. Ainsi par identité nous entendons le double processus qui conduit à produire une image de soi et d'autrui qui se situe dans les rapports avec les autres. Plus qu'un état, il s'agit d'un processus d'identification des uns par rapport aux autres, définissant des appartenances et régulant les rapports de forces.

Construits entre 1958 et la fin des années 70, ces ensembles sont de tailles inégales, abritant entre 1500 et 15000 habitants. Ces quartiers populaires (60% d'ouvriers et d'employés à la Zac, 76% à la Zup, 75% à Croix Sainte et 60% à Paradis Saint-Roch) connaissent depuis les années 80, un réel déclin de leur composante ouvrière qui n'est pas entièrement compensé par un transfert vers d'autres secteurs d'activité. En 1990, les ouvriers ne représentent plus que 31% des actifs à Martigues (soit une baisse de 20% en 20 ans) et à la ZUP d'Aix, la population ouvrière a diminué de 12% depuis 1990.

La mise en chômage d'une part croissante de la population, est de plus en plus préoccupante. A Martigues, le taux de chômage, est de 17%. A Aix (13% pour l'ensemble de la ville), il est de 21% à la ZAC, 18,5% à la ZUP et 34% à Corsy. Les 4/5 des familles de Corsy vivaient en 1996 avec moins de 1500 francs par personne à charge. A Florida, le chômage concerne 30 % des actifs et 15% des ménages sont allocataires du RMI.

Mais c'est surtout chez les jeunes que le phénomène a des effets ravageurs, rendant plus difficile l'intégration dans le monde adulte. Ainsi, ce sont 50% des jeunes de Croix Saintes, 42% de ceux de Corsy et un peu plus de 30% des jeunes de la Zup, de la Zac, et de Paradis

¹ Sociologue, Aix-Marseille Université, IREMAM (UMR 7310 – AMU/CNRS)

qui sont touchés par le chômage. On mesure toute l'acuité de la question sociale, l'entrée dans la vie active se pose avec angoisse pour nombre de jeunes.

Des mutations sont en œuvre et ont pour effet que de nouvelles identités et identifications se construisent, bousculant le modèle admis de la citoyenneté. L'entrée différée et difficile dans un monde de travail incertain, en situation de surnuméraires, participe pleinement à ces remises en cause.

Quand l'ethnicité s'en mêle

Parmi les nouveaux questionnements qu'une telle situation provoque, celui de l'origine étrangère et principalement maghrébine d'une partie des populations des banlieues populaires, n'est pas des moindres. La répartition inégale de cette population dans les espaces urbains tend à amplifier sa visibilité.

Ainsi à Corsy, où a été relogée une partie des habitants du vieil Aix et des bidonvilles des années 60, les Maghrébins (32% des ménages) et les gitans (15%) sont surreprésentés. A Marignane, Florida parc, avec 35% de Maghrébins 11% de Gitans et 21% de Turcs a un réel statut de cité ghetto. Fortement stigmatisée, elle participe à la production d'un imaginaire qui a incontestablement joué dans les succès du Front National local.

Aujourd'hui, parler des cités et des jeunes renvoie à l'image des "Beurs", ces deuxièmes et parfois troisièmes générations d'enfants d'ouvriers maghrébins venus s'installer en France lors des grandes vagues de l'industrialisation jusque dans les années 70. Utilisés souvent comme main d'œuvre d'appoint de l'industrie fordiste, ce sont souvent eux, et par voie de conséquence leurs enfants, qui figurent parmi les premières victimes de la crise de ce modèle.

Mais cette position sociale est brouillée par l'origine nationale des parents ouvrant à une interprétation communautariste de la vie sociale. L'appartenance supposée ou présupposée, réelle ou fictive à un groupe culturel devient dans de nombreux discours le critère premier de classification identitaire. La tentation communautaire est forte.

Il faut donc sérieusement s'interroger sur le bien-fondé du recours à ce type d'analyse. L'ethnicité est-elle une catégorie signifiante des rapports sociaux ? La dimension ethnique de la vie sociale fait-elle partie du mythe ou de la réalité ?

La famille et le projet migratoire

La trajectoire sociale des jeunes a un point de départ, le milieu social des parents. Instance de socialisation de base, le milieu familial nécessite de s'y arrêter si l'on veut saisir les mécanismes de construction identitaire. En effet, dans le cas des Maghrébins, le milieu familial devient un espace où doivent se gérer les conflits nés des oppositions entre la famille et la société globale. En plus de ses classiques missions d'éducation des enfants, la famille se caractérise comme une instance de transmission de valeurs, de normes et de projets. Comprendre cette mission revient à interroger le projet migratoire.

Avec le regroupement familial, l'immigration maghrébine connaît son troisième âge, celui où tout en s'installant durablement, elle continuera néanmoins à fonctionner avec le projet du retour au pays. (A. Sayad, 1977)

Souvent cette installation en France correspond à un processus en deux étapes : le passage de l'immigration des célibataires en immigration familiale.

L'objectif du retour est la condition *sine qua non* qui préside au départ. Ainsi, l'émigration alimentée par les conditions misérables d'existence, n'est jamais pensée comme une installation définitive mais comme un exil qui prendra fin avec la retraite. Le maintien d'une forme de contrôle social sur les enfants qu'il faut protéger contre "les méfaits" de la société d'accueil, la résistance à l'altérité, s'inscrit dans ce projet. Ils sont également nombreux à transférer leur épargne dans des constructions au pays, souvent coûteuses, destinées à les accueillir pour leur retraite et surtout à concrétiser le projet migratoire. La construction symbolise le succès du projet qui se finalise dans le patrimoine reconstitué : la grande maison symbole de l'unité familiale.

Avec le temps et la durée de l'installation, le retour s'est transformé en mythe et fonctionne comme tel. Les vacances, la construction en cours, les espoirs du développement du pays et ses promesses d'emploi, notamment pour les enfants qui se voient alors confiés la mission de réussir à l'école pour préparer leur insertion sociale, sont autant d'éléments qui participent à ce mythe.

Un projet en panne

C'est surtout à partir de 1974, quand le regroupement familial prend le pas sur l'immigration des célibataires, que le mythe produit ses effets pervers. Concurrencé par la société d'accueil, le projet familial de retour s'affadit. Les enfants ne se reconnaissent pas dans le modèle des parents et l'école, comme instrument de la réussite sociale, apporte de moins en moins de réponses alternatives au projet familial. Dépossédé de son projet, le père se trouve en déficit de transmission, laissant parfois à une mère non préparée le soin de gérer le quotidien. Le déclin de l'autorité paternelle traditionnelle est lié à la perte du projet.

C'est dans cette crise du projet migratoire qu'il faut comprendre une apparente démission parentale qui en fait n'en est pas une (pour démissionner il faut avoir une mission). Il s'agit plus d'une disqualification sociale (le père n'a pas la qualité légitime pour préparer ses enfants au nouvel univers social) issue de l'affrontement entre la structure familiale, porteuse d'un système de valeurs, et la société globale dont les mécanismes fonctionnent comme processus déstructurant - restructurant. (E. Todd, 1996). Lorsque la destruction du modèle familial n'est pas compensée par d'autres instances de socialisation telle que l'école, elle provoque un vide que la rue permet de combler.

La crise du modèle familial résulte des effets d'acculturation de la société d'accueil mais aussi des transformations de ce qui servait à distance de repère, la société d'origine.

Emigré avant d'être immigré, le travailleur conserve comme cadre de référence son milieu rural d'origine, qui lui aussi change et avec lequel il ne reste en contact qu'à travers les vacances. Vacances, seul lien réel avec le pays des parents et qui pour les enfants se font de plus en plus rares.

La cherté des voyages, les événements en Algérie, l'expérience souvent négative du service militaire tentée par certains, l'envie de passer de vraies vacances entre copains, font que les liens avec le pays des parents deviennent de plus en plus distendus. L'introduction de la télévision par satellite ne fait au mieux que maintenir le lien dans sa dimension virtuelle.

Ainsi pour un certain nombre de jeunes, le milieu familial, doublement fragilisé par la situation sociale des parents et l'impasse du projet migratoire, devient un espace de fractures, générateur de conflits éventuels.

Cette déstructuration empêche le milieu familial de jouer son rôle dans la prise en charge des nouvelles exigences de socialisation du monde de l'adolescence et de la jeunesse. Sous l'effet de la société globale et de ses évolutions, les jeunes, quel que soit leur milieu d'origine, acquièrent de plus en plus précocement des comportements d'individuation (plus grande autonomie, loisirs, vacances, goûts culturels...) (O. Galland, 1990). Le conflit intergénérationnel qui en résulte laisse souvent les familles démunies pour le gérer, comme cela peut être le cas dans les milieux plus aisés.

En s'installant durablement, l'immigration s'adapte, non sans difficultés, à son cadre social et en subit implacablement les logiques et les effets.

Stratégies et vécus scolaires

Les parents entre le suivi et la disqualification

Le rôle de l'école, comme accompagnateur du projet familial a été essentiel. Tant qu'elle se vivait comme provisoirement installée et forte de son projet de retour, l'immigration familiale a plutôt fonctionné comme souvent le font les minorités, en maintenant un fort contrôle social sur les enfants et en particulier sur les filles, plus vulnérables. Le père en faisant le choix migratoire se situe dans une logique où son sacrifice doit être payé en retour par la réussite des enfants que sanctionnera l'acquisition d'un capital scolaire qui pourra être valorisé dans le pays d'origine. Les conditions contextuelles de la société française qui, dans sa période de croissance fordiste intégrait économiquement et faisait de l'école un outil important de la promotion sociale, rendait possible un tel projet.²

Pourtant, au fur et à mesure que les immigrés se sont installés dans la durée, la dimension motivante du projet migratoire s'est estompée et les logiques du milieu social d'appartenance ont pris le dessus. Les performances scolaires se sont adaptées à celles d'un milieu social fragilisé par la crise de la reproduction sociale. Ce sont alors les mécanismes discriminants de la réussite et de l'échec en œuvre dans la société française (milieu social, taille des familles...) qui agissent au sein des familles immigrées. Les parcours suivis et les représentations qu'en ont les jeunes en sont l'expression.

Le faible niveau scolaire et linguistique des parents limite souvent leur capacité de suivi des enfants et tend même à les disqualifier devant l'institution scolaire.

Pourtant leur intervention est réelle et se manifeste par un soutien moral, une surveillance des fréquentations et, parfois, jusqu'au choix de l'établissement scolaire.

Deux modes de représentation de l'école

L'origine sociale, les conditions de vie, l'expérience des parents alimentent chez un ensemble de jeunes une motivation réelle à la réussite. L'école est une arme pour intégrer une société perçue comme étant de plus en plus difficile. Le diplôme est alors le billet d'entrée obligatoire dans la vie sociale.

² "Plus les immigrés nés en France avancent dans leurs études, meilleurs sont leurs résultats par rapport à ceux obtenus par des Français issus des mêmes milieux sociaux" (F. Dubet, 1989)

Inversement, la dure réalité sociale agit en démotivant grand nombre de jeunes. Le chômage qui frappe à l'extérieur, fragilise ceux qui sont à l'intérieur. On se met à douter de l'utilité des études.

La prédominance des filières courtes et techniques

Le parcours scolaire des jeunes des cités est souvent caractérisé par le passage dans des filières courtes et techniques. Sur les 40 jeunes de la Zac et de la Zup sortis du système scolaire, 9 n'ont aucun diplôme, 26 ont obtenu un CAP ou un BEP, 1 un bac pro, 2 un BTS et 2 une maîtrise. Pour les 28 scolarisés, 9 sont à l'université, 13 préparent leur bac (dont 8 un bac pro) et 6 un CAP - BEP. Ces parcours, résultat des premières sélections scolaires, sont aussi expliqués par la vision pragmatique que les jeunes ont de l'école. La culture générale ne fait pas vivre et l'école doit permettre d'acquérir un métier, un emploi. Dès lors la poursuite d'études, en réintégrant une filière bac après le BEP, est perçue comme ne faisant que retarder l'entrée dans la vie active.

L'école de la relégation : fatalité et démotivation

Lorsque ces parcours sont jalonnés par une succession d'échecs et de redoublements, ils aboutissent vers des établissements, les LEP dont certains sont de véritables voies de garage et de relégation.

Il est clair que pour ceux qui se retrouvent dans ces écoles, la seule perspective qui s'ouvre c'est l'impasse.

Dans leurs propos les jeunes développent pêle-mêle des explications liant leur parcours scolaire au milieu familial, au handicap financier ; mais la motivation est citée régulièrement comme cause essentielle.

L'idéologie de la méritocratie que véhicule le système scolaire est intériorisée, elle transforme l'échec en responsabilité personnelle.

Aussi il est difficile de se projeter dans l'avenir quand on est plongé dans ce monde de l'incertitude, même pour ceux qui étudient. Souvent les jeunes doutent ou refusent de penser à l'après-école.

L'avenir c'est d'abord la question du travail. Aucun autre projet ne peut être pensé avant d'intégrer la vie active.

Le travail, un monde déjà connu, mais difficile d'accès

L'entrée sur le marché de l'emploi est d'autant attendu que l'on a déjà été confronté au monde du travail pendant les vacances scolaires. L'intérim, les emplois saisonniers, les remplacements obtenus grâce aux connaissances familiales et amicales permettent à de nombreux jeunes d'avoir eu une expérience professionnelle. Mais l'entrée dans le monde du travail se fait trop souvent à petits pas et passe par des contrats d'apprentissage (7 des 9 jeunes actifs à Corsy et 27 des 36 jeunes de la Zac sont passés par ce type de contrat) ou des petits boulots.

Travailler ne fait pas peur, c'est même un moment attendu qui permettra d'obtenir le respect et surtout qui mettra fin aux privations qui sont de plus en plus insupportables.

"Il y a quand même du respect pour les ouvriers". (Hafid, 17 ans, Zup)

Entre privation d'argent et société de consommation

L'appartenance à un milieu social populaire est synonyme de nombreuses privations que le salaire familial souvent unique, quand le père n'est pas au chômage, la taille de la famille et le transfert au pays d'une partie de l'épargne, aggravent.

Si le plus souvent les jeunes se résignent à cette condition, elle provoque néanmoins de nombreuses frustrations. Privés d'argent, les jeunes le ressentent et dans leurs discours ce thème est récurrent, parfois obsédant.

L'absence d'argent conditionne la perception de l'école en légitimant souvent le choix des études courtes et "l'échec scolaire" et accroît le sentiment coupable d'être un poids pour les parents. Le besoin d'argent peut aussi être à l'origine des pratiques de débrouille ouvrant la voie à la délinquance. L'exigence de consommation que les parents ne peuvent pas assurer, doit trouver une réponse ailleurs, d'autant que la tentation est constamment entretenue par le monde que l'on côtoie.

Confrontés à la société de consommation, les jeunes ont des loisirs déterminés par l'environnement dans lequel ils évoluent. Le sport, les sorties en boîte, les rencontres entre copains, le cinéma, les flâneries en ville ou la galère dans la cité sont les principales pratiques évoquées.³

Malgré l'obstacle de l'argent, les jeunes investissent le monde des loisirs, recourant parfois aux centres sociaux. Sortir en ville, aller en boîte, inviter les filles... ces loisirs sont souvent coûteux. La tenue vestimentaire est un élément constitutif important de la personnalité que l'on cherche à affirmer, elle permet de composer avec le regard de l'autre. Tenues "classe" ou "décontractées", elles sont signées (la marque) et elles imposent le respect face à une société perçue comme méprisante.

Coincés entre cette privation d'argent et ce besoin d'affirmation sociale par la consommation, certains jeunes n'hésitent pas à franchir le pas de la délinquance qui devient une réponse à la frustration.

L'effet de groupe et de territoire jouent dans l'entrée dans la délinquance. Le quartier est le lieu où l'initiation se fait et le mimétisme accroît un phénomène qui prend sa source dans la contradiction entre la privation et le besoin consumériste.

Quand on s'adonne à la débrouille, on pénètre un monde différent que l'on prend soin de séparer du milieu familial. Les parents sont maintenus dans l'ignorance des pratiques extérieures ce qui permet de les protéger mais aussi de les respecter.

"Dès fois je demande à ma mère de me donner 100 francs pour m'acheter un jean, je l'achète 400 francs. Les parents ne connaissent pas les prix des habits."(Rachid)
"Quand j'ai de l'argent sale, je ne donne pas un franc à mes parents, c'est un respect, on ne donne pas de l'argent sale à ses parents, c'est tout." (Hacène)

Deux mondes sont pratiqués, celui du dedans - le milieu familial - et celui du dehors, de "la flambe", qui permet de prendre une revanche sociale, même si on sait qu'elle est illusoire.

³ Sur les 32 jeunes enquêtés de la ZUP, 13 ont comme loisir principal le sport. Ils sont 29 à fréquenter régulièrement les cinémas, 23 les cafés de la ville, 14 les boîtes de nuit et 13 les stades.

Pratiques sociales et inscriptions territoriales

Les jeunes inscrivent leurs pratiques sociales dans et à l'extérieur de leur quartier. L'appartenance à un même ensemble résidentiel génère un certain nombre de pratiques et de perceptions communes mais aussi distinctes. Quand on évoque le quartier, on est surpris par les propos contradictoires tenus par les jeunes. C'est le lieu que l'on aime, où l'on se trouve en sécurité, où l'on y a ses amis et ses habitudes. Mais c'est aussi le lieu de l'ennui et de l'isolement.

Le quartier est un territoire d'appartenance revendiquée par un grand nombre alors que d'autres le rejettent. Apprécié ou décrié, le quartier n'est pas le lieu exclusif de vie. La grande majorité des jeunes pratique régulièrement le centre-ville, territoire de référence symbolique qui marque leur appartenance au monde urbain.

Le quartier, lieu de vie et de mémoire

La perception du cadre résidentiel s'évalue souvent dans les discours par le rappel des lieux qui ont rythmé l'enfance et l'adolescence et qui participent à la construction d'une mémoire collective. Ainsi, certains marquent les mémoires. Ce sont des références spatiales, des lieux de sociabilité et de socialisation : la place du marché (Zup), le stade de foot au milieu de la cité (Croix-Sainte, Corsy), la maternelle et l'école primaire par où tous les jeunes sont passés, les cages d'escaliers de certains immeubles, lieux habituels de rendez-vous. D'autres endroits, plus spécialisés (le square ou terrain de boule), moins publics (les cafés), plus centrés sur l'unité de voisinage (devant l'immeuble), sont également cités. C'est aussi des endroits discrets, tels les caves aménagés, cachés du regard des adultes, où l'on ne se retrouve qu'entre copains.

Ils ont tous comme caractéristique de participer à la vie sociale locale, mais peuvent être aussi des espaces de conflits avec le voisinage, notamment les personnes âgées.

Le quartier lieu apprécié, lieu décrié

Le quartier, comme cadre de vie est souvent apprécié par les jeunes. La qualité première du quartier, c'est qu'il est un lieu de sécurité, parfois un refuge, face à un extérieur hostile ou anonyme. L'interconnaissance favorise un lien social basé sur la solidarité de voisinage mais en même temps elle a son revers : le fort contrôle social qu'elle permet d'exercer.

"Les gens ne bougent pas du quartier parce qu'ils se sentent en sécurité, ils sont bien entre eux. Ils ont peur de ce qu'ils vont trouver dehors." (Lakhdar)

"Ici tout le monde peut se donner un coup de main ... mais dès que tu fais quelque chose, une heure après tout le monde est au courant." (Kamel, 20 ans, Corsy)

"En fait si tu as un grand frère ici, tout le monde te respecte... et en plus il est toujours là pour te dire ce qu'il faut faire et ce qu'il ne faut pas faire... Ici, c'est la mentalité du bled, les filles d'un côté et les garçons de l'autre. Si tu sors le soir, tu vas te faire remarquer."(Lamia, 18 ans, Corsy)

Ils ne sont pas tous à avoir cette vision sécurisante et idyllique de leur cadre de vie. L'ennui, la monotonie, la grisaille des immeubles ou les relations sociales sont alors mis en avant. A la Zup, par exemple, 1/3 des enquêtés expriment une ferme opinion de rejet de leur quartier.

"La vie de quartier c'est trop laid ! On s'emmerde ! c'est l'ennui."(Mourad)

"C'est le ghetto. On ne vit pas dans ce quartier. On est loin de tout, de tout. On est loin de la ville. Il est trop loin ce quartier."(Nacer, 19 ans, Croix Sainte)

Les inscriptions territoriales hors quartier et la pratique de la ville

La situation de ces différents quartiers dans le tissu urbain diffère. Certains sont dotés de réels atouts : proximité du centre-ville, voies d'accès et desserte en transport, équipements de proximité, commerces et installation en leur sein de différents organismes publics empêchent leur cloisonnement et font qu'ils ne ressemblent en rien à ces "culs de sac urbains"(ZUP d'Aix, Paradis). D'autres, loin de tout, ne disposent que du minimum des équipements et ont les caractéristiques de territoire de relégation (Croix Saintes, Florida). Cette situation spatiale va influencer sur le vécu des jeunes et leurs pratiques de la ville. Il y a ceux qui sortent très rarement de leur quartier. A la Zup et à Corsy, 9 des 77 jeunes enquêtés illustrent ce comportement. Cette attitude minoritaire est néanmoins significative de la perception de la ville. Désintérêt, cherté des bars, sentiment d'hostilité sont les raisons invoquées.

"J'y vais jamais en ville, jamais. Pourquoi j'irai ? Aller sur le cours pour se promener, c'est nul. Je préfère rester au quartier." (Nacer)

"Le Centre-ville c'est trop loin, et les bus c'est cher." (Hafid)

Mais la grande majorité des jeunes pratique quotidiennement la ville ; l'école, les loisirs, flâner sont autant de raisons pour sortir du quartier.

"Franchement j'en profite plein pot de la ville, y'a plein de trucs bien à Aix. On fait des connaissances... Quand tu vois qu'ici il y en a qui ne sortent jamais !" (Kamel)

A Aix en Provence, si beaucoup apprécient leur quartier, l'attraction du centre-ville est très forte. 30 des 32 jeunes de la ZUP, et 28 des 35 jeunes de Corsy déclarent fréquenter très régulièrement le centre-ville. A la ZAC, l'éloignement du centre-ville rend sa pratique moins intense (23 sur 38), mais est compensée par une mobilité plus grande sur l'extérieur (20 se rendent régulièrement à Marseille). Le centre-ville est un espace de pratiques, de références, de rendez-vous et de rencontres.

Parfois les logiques de territoire et de bande sont transposées dans l'appropriation des espaces de la ville. Ainsi à Martigues, des espaces de rencontre (l'école, les clubs sportifs, le cours au centre-ville) peuvent se transformer en espaces de conflits avec des groupes d'autres quartiers.

Les réseaux de sociabilité

Les réseaux de sociabilité reflètent cette diversité des inscriptions spatiales. On distingue trois grands types de réseau. Le réseau localisé est constitué exclusivement de relations du même quartier (7 des 32 jeunes de la ZUP, 7 des 35 jeunes de Corsy). A l'opposé, on trouve un réseau extra local (9 à la ZUP et 13 à Corsy). Enfin, un troisième combine

connaissances du quartier et hors quartier (18 à la ZUP et 15 à Corsy). De manière générale, les filles intègrent plus souvent que les garçons les relations extérieures au quartier, marquant une plus grande volonté d'autonomisation de leurs relations sociales par rapport au quartier.

Les groupes dans la cité : étudiants et galériens

Les réseaux amicaux expriment la diversité du lien social mais aussi les clivages qui se créent à l'intérieur du quartier. Plusieurs profils de jeunes, plusieurs groupes cohabitent, se côtoient mais ne se rencontrent pas forcément, pouvant aller jusqu'à s'ignorer ou s'éviter. La poursuite d'étude, ouverture sur le monde hors du quartier, est aussi une ligne de séparation entre les jeunes. Avec l'école, les voies se séparent.

"Moi je ne traîne pas à Croix Sainte. Je les aime bien à Croix Sainte, mais ils ne savent pas être sérieux, ils sont immatures. Ils sont à la rue, ils font les cons. (Mourad)

"Dans la cité il y a plusieurs groupes. Nous on est à l'école, on n'a pas encore le souci d'aller chercher du travail, d'être dégoûté de la vie. Il y a ceux qui ont quitté l'école, ils fument. On les connaît mais on ne les fréquente pas." (Toufiq)

"Il y a quelqu'un du quartier qui est étudiant, il est à l'université, c'est tout juste s'il te serre la main." (Hafid)

Le centre social, parfois seule institution publique présente dans le quartier (Croix Saintes, Corsy) est un autre indicateur des clivages entre les jeunes dans la cité. Prestataire de loisirs il est souvent contesté et animé par une logique d'attraction - répulsion.⁴

"La fréquentation est malsaine, c'est toujours la même racaille qui y va." (Kamel)

"Le centre social c'est bidon... Je suis tranquille moi, j'ai pas besoin d'y aller." (Ilhem, 19 ans, Zup)

Images et représentations du quartier

Un nom dur à porter

Habiter un lieu, c'est avoir une adresse et un nom qui permettent d'être identifié. Zup d'Encagnane, Zac du Jas de Bouffan, Corsy, Croix sainte, Paradis Saint roch, Florida parc, derrière la dénomination du quartier c'est son image que l'on peut retrouver. L'exemple de la Zup d'Aix est à ce titre illustrative. Trente ans après sa création, ce qui était un sigle désignant une politique urbaine, Zone à Urbaniser en Priorité, est devenu un nom qui s'est imposé sur l'appellation officielle, Encagnane, dont la symbolique renvoie à la toponymie provençale.

La mauvaise réputation

Le sentiment d'appartenance et la revendication qui en découle est souvent fonction de la représentation de son espace de vie. L'identité sociale et résidentielle se construit à partir

⁴ A la Zup, 19 des 32 jeunes disent ignorer son existence. A Martigues les centres sociaux rayonnent sur 10 à 15% des jeunes et seulement 3% à Corsy.

de l'image produite et réfléchi dans le regard d'autrui. Or, la grande majorité des jeunes enquêtés pense que cette image est mauvaise, que leur quartier a une mauvaise réputation.

"Ce quartier il a mauvaise réputation. Dans tout le quartier il n'y a que des arabes, c'est un ghetto. En plus il y a la drogue. Alors quand tu dis que tu habites à Florida on dit tout de suite que t'es une crapule" (Zine)

"Quand je cherchais un travail et que j'ai dit que j'habitais à Florida, on m'a répondu qu'on ne pouvait pas me prendre parce qu'on cherchait quelqu'un de sérieux. La cité elle avait une réputation qui ne leur plaisait pas." (Lakhdar)

Justifiée ou non, cette mauvaise réputation provoque un sentiment de marginalisation chez les uns et une envie de partir pour les autres. La stigmatisation est réelle et agit profondément dans le vécu des jeunes.

La religion une double ambivalence

L'enquête de l'INED montre que les jeunes d'origine algérienne sont plutôt moins croyants et surtout pratiquants que le reste des jeunes français (Tribalat, 1995). Pourtant, le fantasme de l'islam hante beaucoup d'esprits et l'image du jeune "maghrébin musulman" est tenace. Ce paradoxe entre une pratique réelle très faible et une stigmatisation très forte appelle à commentaires. Sans entrer ici dans le débat sur le besoin social d'adhérer ou non à une croyance religieuse, deux questions méritent d'être posées. Pourquoi, les jeunes maghrébins croient moins et pourquoi lorsqu'ils croient, sont-ils musulmans ?

Une transmission familiale appauvrie

D'origine rurale, l'islam de l'immigration est un islam traditionnel, routinier, superstitieux et peu didactique. Enraciné dans le terroir des ancêtres, il perd en France une part essentielle de sa substance. Le double handicap de la langue, (le Coran utilise une langue savante qui fait que les sourates sont difficilement explicables et les enfants parlent peu ou pas du tout la langue des parents), rend encore plus ardue une transmission qui ne trouve aucun autre relais (contrairement autres religions qui en France organisent un enseignement culturel).

L'enseignement coranique des zaouias qu'ont suivi les pères n'a pas d'équivalent en France. Lorsque parfois un enseignement est proposé, il est le fait d'imams s'inscrivant dans la lignée des Ulémas ou des prédicateurs islamistes et ne correspond pas au modèle des parents. Cette difficulté de transmission liée à la confrontation avec les valeurs de la société française et notamment celles de l'école et des médias expliquent cette faible pratique.

Une religion d'assignation

Paradoxalement la société française, au sein de laquelle les valeurs laïques sont fortes, tend à assigner le statut de musulman à l'ensemble des populations issues de l'immigration maghrébine. Sous le double effet des parents et de la société, l'appartenance à l'islam prend alors forme chez nombre de jeunes maghrébins. Quand le besoin de religion se fait sentir

peut-on alors se penser dans une autre religion que celle des parents ? Cette dernière colle à la peau, elle est ethnicisée.

Entre athéisme, croyance et pratique

Parmi les jeunes qui ne contestent pas l'islam comme religion de fait, la pratique est peu développée, car les contraintes sont trop importantes. Pratiquer, c'est se plier à des normes et des règles qui sont trop en contradiction avec la société et avec les aspirations de jeunes. Les événements d'Algérie jouent également un rôle dans la perception de l'islam. La guerre civile au nom de la religion tend à accentuer la distance avec le pays et la culture des parents. Quand, à Croix Saintes, des militants islamistes font leur apparition, ils sont regardés avec méfiance.

Mais la religion peut aussi être une réponse au désespoir. Ainsi, un jeune parlant de deux copains qui se droguent dira *"leur vie est tracée, c'est le désespoir total. Il faut bien croire en dieu, on n'est pas venu là tout seul."*

Français ou Arabes ?

Que ce soit pour la religion ou pour la nationalité, nombreux sont les jeunes qui sont pris entre le milieu familial et le regard de la société. Les perceptions diffèrent et sont parfois abruptes (*"je ne me sens pas français"*, Lamine), mais elles expriment régulièrement cette position d'ambivalence liée à la volonté d'être fidèle à l'origine familiale et à une société qui de toute façon *les "considère comme des français d'origine arabe"*(Khaled). Chez les enfants d'Algériens, le poids de la guerre d'indépendance pèse et abandonner la nationalité algérienne est encore perçue comme une trahison du combat des parents.

Une nationalité à deux vitesses : eux et nous

La double nationalité dont se revendiquent les jeunes est une nationalité de l'entre-deux. Elle arrive à faire douter (*"Je ne sais pas, non je ne sais pas si je suis arabe ou français"* Slimane), d'autant qu'ils restent pris entre une nationalité d'assignation (celle d'un pays qu'ils ne connaissent pas) et une nationalité réelle mais dont la reconnaissance est encore problématique.

"Je suis français, j'ai la double nationalité, mais il y a une différence par rapport à eux... En fait, je suis français de papier, pas de la France. Arabe, tu le portes sur ta figure. (Abdelattif)

"Normalement je suis français comme eux. On a une dégainé de Français, on a des papiers français mais ça suffit pas on dirait. Le bronzage, il colle..." (Zine)

"Même si tu t'adaptes à eux, je sors avec les filles, je fais ce qu'ils font mais y a pas moyen. Je sais pas ce qu'il faut faire pour être français, je ne comprends pas, t'as les papiers, t'as tout, t'as grandi ici, t'as été scolarisé toute ta vie ici, je ne sais pas ce qu'ils ont de plus." (Driss)

Le statut d'étranger colle à la peau, au point de remettre en cause la réalité de la citoyenneté française et d'accepter le statut d'immigré, synonyme d'Arabe.

En général, chez les étudiants et ceux qui ont une profession stable, le racisme et l'hostilité de la société sont nettement plus relativisés. On aborde alors une attitude indifférente ou un point de vue militant.

"Ils sont Français quand ils sortent dehors, ils changent de nationalité quand ils rentrent chez eux. Ils vivent avec leurs parents qui ne sont pas français, ils sont toujours concentrés entre eux. Comme ça tu ne peux pas changer. Si tu veux être un vrai français il faut que tu sortes de là, il faut se mélanger aux autres." (Lakhdar)

Avec réalisme, certains diffèrent sur leurs enfants la reconnaissance du statut de français.

"Nos parents ils sont venus pour travailler et repartir, ils nous ont toujours dit ça, c'est pour ça qu'ils ne se sont pas intégrés. Ils ont donc un peu décalqué sur nous, la deuxième génération. Moi mes enfants, ils seront français, ils étudieront en France, jamais je ne leur dirai qu'un jour on rentrera, non la France c'est notre pays." (Slimane)

Le racisme : quand "l'autre" devient "un même"

Quand on vit dans l'entre-deux, on devient une cible plus facile aux manifestations racistes. Le racisme fonctionne surtout de façon lancinante et à distance. Il s'exprime dans le regard de l'autre et plus on est fragilisé plus on y est sensible.

Le regard stigmatisateur

Le regard de l'autre, de la société, de ceux qui habitent les quartiers aisés, jusqu'aux gens dans la rue, conditionne et provoque des comportements à la limite de la paranoïa. Difficile de faire la part des choses quand on ressent de l'hostilité dans le regard de l'autre : est-ce le jeune déambulant en bande ou l'étranger qui est regardé ?

"Moi ce qui me stresse, c'est d'être sans arrêt mal à l'aise, par exemple dans une queue de guichet, dans un bus, il y a toujours un œil qui regarde. On dit tellement qu'on est pas chez nous ici que finalement on le croit." (Slimane)

"En ville, ils sont toujours en train de te regarder... ça ne m'intéresse pas d'y aller" (Mehdi)

Peu de jeunes font état d'actes de racisme direct, même s'ils existent.

"Je connaissais une fille et j'allais souvent chez elle. Une fois sa mère lui a dit que si : "si je t'ai mise au monde ce n'est pas pour que les Arabes te prennent, alors je ne veux plus que ce mec vienne chez moi". Depuis je ne suis plus revenu et franchement je suis tombé sur la face." (Zine)

"A Auchan, on rentre à trois dans le magasin. Le vigile nous dit "non vous ne rentrez pas, les bandes elles ne rentrent pas". Juste avant, il y avait cinq jeunes de notre âge, cinq blonds, ils sont rentrés tous ensemble." (Driss)

Dans ses manifestations, le racisme est plutôt ambiant. Les médias jouent à ce titre un rôle amplificateur et participent à la stigmatisation des Arabes.

"Je n'ai jamais été victime du racisme, mais oui en France il y a du racisme. A la télé on voit des gens critiquer les Arabes." (Salim)

"Oui, il y en a. Il doit y en avoir, car il y a des gens qui le disent. A la télé ils en parlent." (Djamel)

Pourtant, s'ils ne sont pas dupes des mises en scènes télévisuelles sur les violences urbaines, ils reconnaissent que certains faits alimentent le racisme.

Ces différents propos expriment toute la difficulté d'être un "même" (français) sans cesser d'être tout à fait un autre (arabe). La logique de la mise à distance de l'étranger, celui qui reste différent et étrange, devenant un même, agit pleinement au point d'aboutir à une intériorisation de l'ethnicité.

Les mécanismes d'ethnisation des ségrégations sociospatiales pénètrent les représentations de ceux qui en sont victimes. Les différences sociales et spatiales revêtent une dimension "ethnique" dans la description faite par certains jeunes.

Etre jeune aujourd'hui : trois profils

A partir de grands thèmes (l'école, le travail, la vie dans la cité, les loisirs, l'argent, la famille, la langue, la religion, le futur et sa perception, les médias, le racisme...) il m'a été possible de dégager quelques traits forts, quelques profils significatifs. Il en ressort d'abord que le monde des cités est complexe et l'erreur première consiste à vouloir, même quand on s'en défend, l'homogénéiser.

Trois grands profils de jeunes ou de vécu de la jeunesse dans les cités populaires émergent. "L'étudiant", "le galérien" et "l'entrée à petit pas dans la vie". Ces profils sont des constructions qui saisissent des moments de la vie. L'appartenance à l'un de ces profils n'est pas figée, des passerelles existent.

L'étudiant, dont l'entrée dans la vie active est différée, devra à un moment donné affronter le monde de l'incertitude, même si à priori la poursuite d'étude le prépare à cette nouvelle étape. Le galérien finira par trouver une sortie de l'impasse sociale dans laquelle il se trouve ; s'il ne tombe pas dans le trou noir de la toxicomanie ou la spirale de la délinquance dure.

L'entrée à petit pas, comme profil intermédiaire, est lui-même divisé en deux sous-groupes. Le premier comprend ceux dont l'intégration dans le monde du travail est acquise et dont les projets se précisent. Le second comprend ceux qui oscillent entre les petits boulots, les stages et le chômage et qui peuvent basculer dans le monde de la galère. Mais le plus souvent l'appartenance à ce profil, est caractérisée par un fort anonymat. Loin des feux de l'actualité, la grande majorité des jeunes des cités populaires, d'origine maghrébine ou non, mène une vie tranquille et silencieuse. Scolarisés ou actifs, leur monde est tout entier tourné vers une sociabilité classique de réseaux d'amis dispersés sur un territoire urbain dépassant les limites du quartier.

Dans l'univers urbain des cités populaires, la réalité n'est pas homogénéisante ; les trajectoires se construisent, se rencontrent et se séparent. Etudiants ou jeunes vivant dans l'incertitude, ils tentent de profiter, malgré les privations, du temps de la jeunesse, celui des loisirs, des copains et des rêves.

Le bricolage identitaire reflet de la crise sociale

Pourtant, la question centrale, celle qui les détermine et les angoisse, c'est leur devenir, leur entrée dans le monde du travail. C'est à partir de cette question que se développe une situation de l'entre-deux génératrice d'ambivalence, où "une culture de l'aléatoire" se met en place, dans des espaces de transition plus ou moins durables.

Cette situation de l'entre-deux oblige au bricolage identitaire qui se fera sur un jeu constant d'ambivalence. Entre l'école et le travail, le quartier et la ville, la privation d'argent et l'attrait de la consommation, être Arabe ou Français, musulman ou athée, le milieu familial et la vie publique... cette position de l'entre-deux va être plus ou moins bien gérée. **Car cet espace de transition peut aussi devenir un espace de fractures** générationnelles, culturelles, familiales ; fractures entre l'identité assignée (par les institutions, par les médias, par la famille) et les pratiques réelles pouvant déboucher sur une mise "hors-jeu".

La fracture générationnelle se construit sur ce mode de l'entre-deux : un monde de travail (celui généralement des adultes) et le leur aux perspectives incertaines.

A cette fracture générationnelle peut venir se greffer une fracture culturelle et familiale. Celle du monde des parents, du pays dans lequel on ne va plus ou de moins en moins, d'une langue qu'on ne parle pas ou peu, d'une religion dont on ignore jusqu'aux principes les plus élémentaires. Difficile alors, même en situation d'absence de repères sociaux, de puiser ou de mobiliser dans le patrimoine culturel familial (linguistique et religieux). Sauf si "d'autres" s'en mêlent. "A force d'entendre les autres dire que je suis musulman, j'ai fini par chercher à savoir ce que c'était" (Rachid), nous dit un jeune, signalant ainsi toute la perversité des processus d'assignation et de stigmatisation.

Certes la généralisation de tels propos serait abusive. Mais ils signalent les effets, amplifiés par la stigmatisation, d'une désaffiliation sociale (rupture avec le monde ouvrier) et familiale (rupture avec la culture des parents), sur les recompositions identitaires.

En fait de nombreux éléments nous montrent que face à la crise identitaire, conséquence directe de la crise des rapports sociaux, se mettent en place des identités de crise : l'ethnicité étant l'un de ces substituts. La réponse que je formulerai sur la pertinence de l'ethnicité est qu'elle fait plus partie de **l'assignation que de la revendication**. Mais un tel constat oblige à se demander dans quelle mesure les effets de l'assignation, qui est aussi stigmatisation, participent à la construction des identités ?

Bibliographie

Bourdieu P., *La misère du monde*, Paris, Le seuil, 1993.

Castel R., *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard, 1995.

Dubet F., *La galère, jeunes en survie*, Paris, fayard, 1987.

Dubet F., *Immigrations : qu'en savons-nous ? Un bilan des connaissances*, la documentation française, Notes et études documentaires, n°48887, 1989

Galland O., *Les jeunes*, la découverte, coll. Repères, Paris, 1990.

Sayad A., "Les "trois âges" de l'émigration algérienne en France.". Actes de la recherche en Sciences Sociales, n°15, juin 1977.

Todd E., *Le destin des immigrés*, Paris, le Seuil, 1996.

Tribalat M., *Faire France, une enquête sur les immigrés et leurs enfants*, Paris, La découverte, 1995.